

JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2020/10/28/2020010455/justel>

Dossier numéro : 2020-10-28/01

Titre

28 OCTOBRE 2020. - Arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Situation : Intégration des modifications en vigueur publiées jusqu'au 28-09-2021 inclus.

Source : INTERIEUR

Publication : Moniteur belge du 28-10-2020 page : 78132

Entrée en vigueur : 29-10-2020

Table des matières

CHAPITRE 1er. - Définitions

Art. 1

CHAPITRE 2. - Organisation du travail

Art. 2-3, 3bis, 4

CHAPITRE 3. - Entreprises et associations offrant des biens ou services aux consommateurs

Art. 5-7, 7bis, 8, 8bis, 9-11

CHAPITRE 4. - Marchés et organisation de l'espace public aux alentours des rues commerçantes et centre commerciaux

Art. 12-13

CHAPITRE 5. - Déplacements et rassemblements

Art. 14, 14bis, 15, 15bis, 16-18, 18bis

CHAPITRE 6. - Transports publics

Art. 19, 19bis

CHAPITRE 7. - Enseignement

Art. 20

CHAPITRE 8. - Frontières

Art. 21-22

CHAPITRE 9. - Responsabilités individuelles

Art. 23-25

CHAPITRE 10. - Sanctions

Texte

CHAPITRE 1er. - Définitions

Article 1er.^[1] Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° " entreprise " : toute personne physique ou personne morale poursuivant de manière durable un but économique ;
- 2° " consommateur " : toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ;
- 3° " protocole " : le document déterminé par le ministre compétent en concertation avec le secteur concerné, contenant des règles à appliquer par les entreprises et associations dudit secteur dans l'exercice de leurs activités ;
- 4° ^[3] " transporteur ", visé à l'article 21 :
 - le transporteur aérien public ou privé;
 - le transporteur maritime public ou privé;
 - le transporteur maritime intérieur;
 - le transporteur ferroviaire ou par bus public ou privé, pour le transport au départ d'un pays qui se trouve en dehors de l'Union européenne et de la zone Schengen^{3]} ;
- 5° " gouverneur " : le gouverneur de province ou l'autorité de l'agglomération bruxelloise compétente en vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;
- 6° " ménage " : les personnes vivant sous le même toit ;
- 7° ^[9] ...^{9]}
- 8° " travailleur frontalier " : tout travailleur qui exerce une activité salariée dans un Etat membre et réside dans un autre Etat membre, où ce travailleur retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine ;
- 9° " membre du personnel " : toute personne qui travaille dans ou pour une entreprise, une association ou un service ;
- 10° ^[5] ...^{5]}
- 11° ^[5] ...^{5]}
- 12° ^[5] ...^{5]}
- ^[2] 13° ^[10] ...^{10]}^{2]}
- ^[4] 14° " pays tiers " : un pays n'appartenant ni à l'Union européenne ni à la zone Schengen;^{4]}
- ^[5] 15° " un masque ou toute autre alternative en tissu " : un masque sans ventilation, fabriqué en tissu ou en matériau jetable, qui s'ajuste étroitement sur le visage, couvre le nez, la bouche et le menton, destiné à empêcher la contamination par un contact entre personnes;^{5]}
- ^[6] 16° ^[11] ...^{11]}
- 17° ^[10] ...^{10]}
- 18° " CERM " : l'outil visé par le Comité de concertation lors de sa réunion du 23 avril 2021 qui permet à une autorité locale d'effectuer une analyse relative à l'organisation, sur son territoire, d'un événement donné au sens large, au regard des mesures sanitaires en vigueur, disponible sur le site Internet " covideventriskmodel.be " ;
- 19° " CIRM " : l'outil visé par le Comité de concertation lors de sa réunion du 23 avril 2021 qui permet à une autorité locale d'effectuer une analyse relative à une infrastructure donnée, sur son territoire, en vue de l'organisation d'événements au sens large, au regard des mesures sanitaires en vigueur, disponible sur le site Internet " covideventriskmodel.be/cirm ".^{6]}
- ^[7] 20° " espace public " : la voie publique et les lieux accessibles au public, y compris les lieux clos et couverts;
- 21° ^[10] ...^{10]}^{7]}
- ^[8] 22° ^[11] " Certificat COVID numérique de l'UE " : un certificat tel que visé par le Règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 et par le Règlement (UE) 2021/954 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement

(certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des Etats membres pendant la pandémie de COVID-19]¹¹;

23° [¹² " certificat de vaccination " : un certificat COVID numérique de vaccination de l'UE ou un certificat de vaccination délivré dans un pays n'appartenant pas à l'Union européenne, qui est considéré comme équivalent par la Commission européenne sur la base des actes d'exécution, ou par la Belgique sur la base d'accord bilatéraux, attestant que toutes les doses de vaccin prévues dans la notice ont été administrées depuis au moins deux semaines, s'agissant d'un vaccin contre le virus SARS-Cov-2 mentionné sur le site internet " info-coronavirus.be " du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. A défaut de décision d'équivalence de la Commission européenne, est également accepté un certificat de vaccination délivré dans un pays n'appartenant pas à l'Union européenne qui contient au minimum les informations suivantes en néerlandais, français, allemand ou anglais :

- des données permettant de déduire qui est la personne qui a été vaccinée (nom, date de naissance et/ou numéro ID) ;
- des données attestant que toutes les doses prévues dans la notice d'un vaccin contre le virus SARS-Cov-2 mentionné sur le site internet " info-coronavirus.be " du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ont été administrées depuis au moins deux semaines ;
- le nom de la marque, ainsi que le numéro du lot ou le nom du fabricant ou du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché de chaque vaccin qui a été administré ;
- la date d'administration de chaque dose du vaccin qui a été administrée ;
- le nom du pays, de la province ou de la région où le vaccin a été administré ;
- l'émetteur du certificat de vaccination avec sa signature, son cachet ou un code d'identification unique du certificat lisible numériquement ;]¹²

[¹¹ 23bis° " certificat de test " : un certificat COVID numérique de l'UE ou un autre certificat en néerlandais, français, allemand ou anglais, qui indique qu'un test NAAT avec résultat négatif a été effectué dans un laboratoire officiel endéans les 72 heures avant l'arrivée sur le territoire belge;]¹¹

[¹¹ 23ter° " certificat de rétablissement " : un certificat COVID numérique de l'UE de rétablissement ou un certificat de rétablissement délivré dans un pays n'appartenant pas à l'Union européenne qui est considéré comme équivalent par la Commission européenne sur la base des actes d'exécution ou par la Belgique sur la base d'accord bilatéraux;]¹¹

24° [¹¹ 24° " événement de masse " : un événement tel que visé à l'article 15, § 3]¹¹;

25° " expérience et projet pilote " : une expérience ou un projet pilote tel que visé à l'article 29bis;

26° [¹¹ 26° " réunion privée " : une réunion où l'accès est limité à un public déterminé au moyen d'invitations individuelles]¹¹;

[¹² 27° " discothèques et dancings " : établissements de divertissement composés d'une ou plusieurs salles où l'activité principale est la danse sur de la musique ;

28° " accord de coopération du 14 juillet 2021 " : l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au Certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, en ce compris tous les ajouts et modifications apportés ultérieurement.]¹²

-
- (1)<AM 2020-11-01/01, art. 1, 002; En vigueur : 02-11-2020>
 - (2)<AM 2020-11-28/01, art. 1, 003; En vigueur : 01-12-2020>
 - (3)<AM 2021-01-14/01, art. 1, 010; En vigueur : 15-01-2021>
 - (4)<AM 2021-01-26/01, art. 1, 011; En vigueur : 27-01-2021>
 - (5)<AM 2021-02-06/01, art. 1, 013; En vigueur : 13-02-2021>
 - (6)<AM 2021-05-07/02, art. 1, 019; En vigueur : 08-05-2021>
 - (7)<AM 2021-06-04/01, art. 1, 020; En vigueur : 09-06-2021>
 - (8)<AM 2021-06-23/01, art. 1, 021; En vigueur : 27-06-2021>
 - (9)<AM 2021-07-27/01, art. 1,1°, 022; En vigueur : 30-07-2021>
 - (10)<AM 2021-07-27/01, art. 1,2°-3°, 022; En vigueur : 28-07-2021>
 - (11)<AM 2021-08-25/01, art. 1, 023; En vigueur : 01-09-2021>
 - (12)<AM 2021-09-27/01, art. 1, 024; En vigueur : 01-10-2021>

CHAPITRE 2. - Organisation du travail

Art. 2.[¹ § 1er. [² ...]]²

§ 2. Les entreprises, associations et services, [² ...]² adoptent en temps utile des mesures de prévention appropriées, en vue de garantir le respect des règles de distanciation sociale et afin d'offrir un niveau de protection maximal.

Ces mesures de prévention appropriées sont des prescriptions de sécurité et de santé de nature matérielle, technique et/ou organisationnelle telles que définies dans le " Guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail ", mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Emploi, Travail, Concertation sociale, complété par des directives au niveau sectoriel et/ou de l'entreprise, et/ou d'autres mesures

appropriées qui offrent un niveau de protection au moins équivalent. Les mesures collectives ont toujours la priorité sur les mesures individuelles.

Ces mesures de prévention appropriées sont élaborées au niveau de l'entreprise, l'association ou le service, [2 ...]² et adoptées dans le respect des règles de concertation sociale en vigueur, et en concertation avec les services de prévention et de protection au travail.

Ces entreprises, associations et services, informent en temps utile les personnes qu'ils occupent chez eux des mesures de prévention en vigueur et leur dispensent une formation appropriée. Ils informent également les tiers en temps utile des mesures de prévention en vigueur.

Les employeurs, les travailleurs et les tiers sont tenus d'appliquer les mesures de prévention en vigueur dans l'entreprise, l'association ou le service.

§ 3. Les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle du bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sont chargés d'informer et d'accompagner les employeurs et les travailleurs des entreprises, associations et services, [2 ...]² et, conformément aux Code pénal social, de veiller au respect des obligations y en vigueur, conformément[² au paragraphe 2]².]¹

(1)<AM 2021-06-23/01, art. 2, 021; En vigueur : 27-06-2021>

(21)<AM 2021-08-25/01, art. 2, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 3.

<Abrogé par AM 2021-07-27/01, art. 2, 022; En vigueur : 30-07-2021>

Art. 3bis.¹ Les personnes qui se trouvent sur un lieu de travail, doivent se conformer aux obligations déterminées par les autorités compétentes pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Sur les lieux de travail, les conseillers en prévention - médecins du travail, ainsi que tous les services et institutions chargés du contrôle du respect des obligations imposées dans le cadre des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, peuvent demander aux personnes concernées, de fournir la preuve qu'elles respectent les obligations telles que fixées par les autorités compétentes. [³ ...]³

Pour l'application du présent article, l'on entend par " lieux de travail " : les lieux de travail comme définis à l'article 16, 10° du Code pénal social.]¹

(1)<Inséré par AM 2021-01-12/01, art. 2, 009; En vigueur : 12-01-2021>

(2)<AM 2021-01-26/01, art. 3, 011; En vigueur : 27-01-2021>

(3)<AM 2021-05-07/02, art. 2, 019; En vigueur : 08-05-2021>

Art. 4. Dans le cadre de l'application des mesures prescrites dans le présent arrêté et pour autant que les nécessités opérationnelles l'exigent, les dérogations aux dispositions relatives à l'organisation du temps de travail et de repos prescrites dans la partie VI, Titre I de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police sont autorisées pour la durée de l'application du présent arrêté.

CHAPITRE 3. - Entreprises et associations offrant des biens ou services aux consommateurs

Art. 5.¹ [⁵ Sans préjudice de l'article 8]⁵, les entreprises et associations offrant des biens ou des services aux consommateurs exercent leurs activités conformément au protocole ou aux règles minimales qui ont été communiquées sur le site web du service public compétent.

Dans tous les cas, les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1° l'entreprise ou l'association informe les consommateurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible, des mesures de prévention en vigueur [⁷ ...]⁷ ;

2° [⁸ ...]⁸

3° [⁷ ...]⁷

4° [⁹ ...]⁹

5° [⁹ ...]⁹

6° [⁹ ...]⁹

7° [¹⁰ ...]¹⁰

8° [¹⁰ ...]¹⁰

9° l'entreprise ou l'association met à disposition du personnel et des consommateurs les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;

10° l'entreprise ou l'association prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;

11° l'entreprise ou l'association assure une bonne aération ;

12° une personne de contact est désignée et rendue publique afin que les consommateurs et les membres du personnel puissent signaler une éventuelle contamination par le coronavirus COVID-19 en vue de faciliter le contact tracing ;

13° [⁷ les espaces publics, en ce compris les terrasses dans l'espace public, sont organisés conformément aux prescriptions édictées par les autorités locales]⁷ ;

14° [⁷ ...]⁷

[⁸ ...]⁸

[⁵ ...]⁵

[⁸ ...]⁸

-
- (1)<AM 2020-11-28/01, art. 2, 003; En vigueur : 01-12-2020>
 - (2)<AM 2021-01-12/01, art. 3, 009; En vigueur : 12-01-2021>
 - (3)<AM 2021-03-06/01, art. 1, 014; En vigueur : 08-03-2021>
 - (4)<AM 2021-03-26/01, art. 2, 016; En vigueur : 27-03-2021>
 - (5)<AM 2021-04-24/01, art. 1, 017; En vigueur : 26-04-2021>
 - (6)<AM 2021-05-07/02, art. 3, 019; En vigueur : 08-05-2021>
 - (7)<AM 2021-06-04/01, art. 1, 020; En vigueur : 09-06-2021>
 - (8)<AM 2021-06-23/01, art. 3, 021; En vigueur : 27-06-2021>
 - (9)<AM 2021-07-27/01, art. 3, 022; En vigueur : 30-07-2021>
 - (10)<AM 2021-08-25/01, art. 3, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 6.[¹ § 1er. Sous réserve du paragraphe 2, lors de l'exercice professionnel d'activités horeca, les règles minimales suivantes doivent être respectées, sans préjudice des protocoles applicables :

1° l'exploitant informe les clients, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible, des mesures de prévention en vigueur;

2° l'exploitant met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains;

3° l'exploitant prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé;

4° les espaces publics, en ce compris les terrasses dans l'espace public, sont organisés conformément aux prescriptions édictées par les autorités locales;

5° [² ...]²

[² Dans les espaces clos des établissements de restauration et débits de boissons du secteur horeca, l'utilisation d'un appareil de mesure de la qualité de l'air (CO₂) est obligatoire. Celui-ci doit être installé à un endroit bien visible pour le visiteur, sauf si un système d'affichage alternatif accessible au public et en temps réel est prévu. En matière de qualité de l'air, la norme cible est de 900 ppm CO₂. Lorsque la valeur de 900 ppm est dépassée, l'exploitant doit disposer d'un plan d'action basé sur une analyse de risque pour garantir des mesures compensatoires de ventilation et/ou désinfection et/ou filtration de l'air, telles que visées à l'arrêté ministériel du 12 mai 2021 déterminant provisoirement les conditions de la mise sur le marché des produits de purification de l'air dans le cadre de la lutte contre le SARS-CoV-2 en dehors des usages médicaux, qui garantissent une qualité de l'air équivalente à la norme cible en matière de qualité de l'air de 900ppm. Lorsque la valeur de 1200 ppm est dépassée, l'exploitant doit en outre prévoir un système reconnu pour cette désinfection et/ou filtration de l'air qui garantit une qualité de l'air équivalente à la norme cible en matière de qualité de l'air de 900ppm.]²

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas d'application aux activités horeca en cas :

1° de prestations de services à domicile;

2° de réunions privées.

§ 2. Lors de l'exercice professionnel d'activités horeca durant les activités visées à l'article 15, § 2, les règles minimales suivantes doivent être respectées, sans préjudice des protocoles applicables :

1° les règles visées au paragraphe 1er;

2° les tables sont disposées de manière à garantir une distance d'au moins 1,5 mètre entre les tablées, sauf à l'extérieur pour autant que les tablées soient séparées par une paroi en plexiglas ou une alternative équivalente, d'une hauteur minimale de 1,8 mètre;

3° un maximum de huit personnes par table est autorisé, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non-compris;

4° seules des places assises à table sont autorisées;

5° chaque personne doit rester assise à sa propre table, sous réserve des 6° et 7° et sauf pour l'exercice des jeux de café et des jeux de hasard;

6° des buffets sont autorisés;

7° aucun service au bar n'est autorisé, à l'exception des établissements unipersonnels;

8° des repas et des boissons peuvent être proposés à emporter et à livrer;

[² 9° dans les espaces clos, les membres du personnel portent un masque ou toute alternative en tissu conformément à l'article 25.]²

Par dérogation à l'alinéa 1er, 3°, un ménage peut partager une table, peu importe la taille de ce ménage.

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas d'application aux activités horeca en cas :

1° d'événements de masse;

2° d'activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 1er, avec un public [² ...]² de moins de 500 personnes [² ...]²;

3° d'activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 2, avec un public [² ...]² de moins de 750 personnes [² ...]²;

[² 4° d'activités dans les discothèques et dancings.]²

§ 3. [² ...]²¹.

(1)<AM 2021-08-25/01, art. 4, 023; En vigueur : 01-09-2021>

(2)<AM 2021-09-27/01, art. 2, 024; En vigueur : 01-10-2021>

Art. 7.^[1] L'utilisation collective des narguilés est interdite dans les lieux accessibles au public]¹.

(1)<AM 2021-06-04/01, art. 5, 020; En vigueur : 09-06-2021>

Art. 7bis.

<Abrogé par AM 2021-06-23/01, art. 5, 021; En vigueur : 27-06-2021>

Art. 8.^[1] § 1er. Dans les établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel, les règles minimales suivantes doivent être respectées, sans préjudice des protocoles applicables :

1° l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs, les membres du personnel et les tiers en temps utile et de manière clairement visible des mesures de prévention en vigueur;

2° ^[5] ...]⁵

3° ^[6] ...]⁶

4° ^[5] ...]⁵

5° les espaces publics, en ce compris les terrasses dans l'espace public, sont organisés conformément aux prescriptions édictées par les autorités locales;

6° l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains;

7° l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé;

8° l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération;

9° ^[5] ...]⁵

^[2] ^[5] ...]⁵,]²

^[6] ...]⁶

^[6] Dans les espaces clos communs des établissements relevant du secteur sportif, en ce compris les centres de fitness, et des établissements relevant du secteur événementiel, en ce compris les discothèques et dancings, l'utilisation d'un appareil de mesure de la qualité de l'air (CO2) est obligatoire. Celui-ci doit être installé à un endroit bien visible pour le visiteur, sauf si un système d'affichage alternatif accessible au public et en temps réel est prévu. En matière de qualité de l'air, la norme cible est de 900 ppm CO2. Lorsque la valeur de 900 ppm est dépassée, l'exploitant doit disposer d'un plan d'action basé sur une analyse de risque pour garantir des mesures compensatoires de ventilation et/ou désinfection et/ou filtration de l'air, telles que visées à l'arrêté ministériel du 12 mai 2021 déterminant provisoirement les conditions de la mise sur le marché des produits de purification de l'air dans le cadre de la lutte contre le SARS-CoV-2 en dehors des usages médicaux, qui garantissent une qualité de l'air équivalente à la norme cible en matière de qualité de l'air de 900ppm. Lorsque la valeur de 1200 ppm est dépassée, l'exploitant doit en outre prévoir un système reconnu pour cette désinfection et/ou filtration de l'air qui garantit une qualité de l'air équivalente à la norme cible en matière de qualité de l'air de 900 ppm.]⁶

^[4] Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas d'application en cas d'événements de masse.]⁴

§ 2. ^[6] Les discothèques et dancings peuvent reprendre leurs activités, à condition que l'accès soit organisé dans le respect des modalités de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.]⁶

(1)<AM 2021-06-04/01, art. 7, 020; En vigueur : 09-06-2021>

(2)<AM 2021-06-23/01, art. 6, 021; En vigueur : 27-06-2021>

(3)<AM 2021-07-27/01, art. 5,1°, 022; En vigueur : 01-09-2021>

(4)<AM 2021-07-27/01, art. 5,2°, 022; En vigueur : 28-07-2021>

(5)<AM 2021-08-25/01, art. 5, 023; En vigueur : 01-09-2021>

(6)<AM 2021-09-27/01, art. 3, 024; En vigueur : 01-10-2021>

Art. 8bis.

<Abrogé par AM 2021-04-24/01, art. 3, 017; En vigueur : 26-04-2021>

Art. 9.^[1] Dans les centres commerciaux, au moins les modalités spécifiques suivantes s'appliquent à l'accueil des visiteurs :

1° les règles minimales visées à l'article 5, alinéa 2 ;

2° ^[6] ...]⁶

3° le centre commercial met à disposition du personnel et des visiteurs les produits nécessaires à l'hygiène des mains à l'entrée et à la sortie ;

4° le centre commercial facilite le maintien d'une distance de 1,5 mètre par des marquages au sol et/ou des signalisations ;

5° ^[5] ...]⁵

6° ^[6] ...]⁶]¹

^[5] ...]⁵

(1)<AM 2020-11-28/01, art. 5, 003; En vigueur : 01-12-2020>

(2)<AM 2021-04-24/01, art. 4, 017; En vigueur : 26-04-2021>

(3)<AM 2021-05-07/02, art. 6, 019; En vigueur : 08-05-2021>

(4)<AM 2021-06-04/01, art. 8, 020; En vigueur : 09-06-2021>

(5)<AM 2021-06-23/01, art. 7, 021; En vigueur : 27-06-2021>
(6)<AM 2021-07-27/01, art. 6, 022; En vigueur : 30-07-2021>

Art. 10.

<Abrogé par AM 2021-08-25/01, art. 6, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 11.

<Abrogé par AM 2021-06-04/01, art. 10, 020; En vigueur : 09-06-2021>

CHAPITRE 4. - Marchés et organisation de l'espace public aux alentours des rues commerçantes et centre commerciaux

Art. 12.^[1] Sans préjudice des articles 5 et 9 et sans préjudice des missions des services de secours et d'intervention, l'accès aux centres commerciaux, aux rues commerçantes et aux parkings est organisé par les autorités locales compétentes, conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, de manière à respecter les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 mètre entre [² [³ chaque groupe]²].

[³ ...]³

(1)<AM 2020-11-28/01, art. 6, 003; En vigueur : 01-12-2020>

(2)<AM 2021-07-27/01, art. 7, 022; En vigueur : 28-07-2021>

(3)<AM 2021-08-25/01, art. 7, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 13.^[1] Les marchés, en ce compris les marchés annuels, les braderies, les brocantes et marchés aux puces, et les fêtes foraines peuvent uniquement avoir lieu après autorisation des autorités communales compétentes, dans le respect des règles suivantes :

1° [² ...]²

2° [⁴ ...]⁴

3° [² ...]²

4° les marchands et les forains mettent à la disposition de leur personnel et de leurs clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains;

5° les marchands et les forains peuvent uniquement proposer de la nourriture ou des boissons dans le respect des règles prévues à l'article 6;

6° [² ...]²

7° [² lorsqu'un marché, un marché annuel, une braderie, une brocante, un marché aux puces ou une fête foraine accueille plus de 5000 visiteurs simultanément, un plan de circulation à sens unique est élaboré, avec des entrées et des sorties distinctes sur le marché ou la fête foraine;]²

[² 8° le forain veille à ce que la distance sociale en vigueur soit respectée entre [³ les différents groupes]³ à l'intérieur de chaque attraction;

9° les règles en vigueur concernant les mesures sanitaires, telles que la désinfection des mains avant l'attraction [⁴ ...]⁴ et la distanciation sociale, sont rappelées par des affiches à chaque attraction.]²

[³ ...]³

Sans préjudice de l'article 5 et sans préjudice des missions des services de secours et d'intervention, l'accès aux marchés et aux fêtes foraines est organisé par les autorités locales compétentes, de manière à respecter les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 mètre entre [³ chaque groupe]³, ainsi que les mesures de prévention appropriées, qui sont au moins équivalentes à celles du " Guide pour l'ouverture des commerces]¹.

(1)<AM 2021-06-04/01, art. 11, 020; En vigueur : 09-06-2021>

(2)<AM 2021-06-23/01, art. 9, 021; En vigueur : 27-06-2021>

(3)<AM 2021-08-25/01, art. 8, 023; En vigueur : 01-09-2021>

(4)<AM 2021-09-27/01, art. 4, 024; En vigueur : 01-10-2021>

CHAPITRE 5. - Déplacements et rassemblements

Art. 14.

<Abrogé par AM 2021-06-23/01, art. 10, 021; En vigueur : 27-06-2021>

Art. 14bis.

<Abrogé par AM 2021-08-25/01, art. 9, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 15.^[1] § 1er. Les réunions privées peuvent être organisées à l'intérieur pour un maximum de 500 personnes, sans préjudice de la possibilité d'appliquer les modalités prévues au paragraphe 2.

Les réunions privées peuvent être organisées à l'extérieur pour un maximum de 750 personnes, sans préjudice de la possibilité d'appliquer les modalités prévues au paragraphe 2.

§ 2. Les événements, les représentations culturelles ou autres, les compétitions et entraînements sportifs, et

les congrès, peuvent être organisés à l'intérieur pour un public de maximum 3.000 personnes. Lorsque 500 personnes ou plus sont accueillies, les modalités prévues par les articles 6 et 8 et le protocole applicable doivent être respectées, et l'autorisation préalable de l'autorité locale compétente conformément à l'article 16 doit être obtenue.

Les événements, les représentations culturelles ou autres, les compétitions et entraînements sportifs, et les congrès, peuvent être organisés à l'extérieur pour un public de maximum 5.000 personnes. Lorsque 750 personnes ou plus sont accueillies, les modalités prévues par les articles 6 et 8 et le protocole applicable doivent être respectés, et l'autorisation préalable de l'autorité locale compétente conformément à l'article 16 doit être obtenue.

En cas de compartimentage du public, les nombres maximaux visés aux alinéas 1er et 2 peuvent être dépassés, dans le respect des règles minimales suivantes et des protocoles applicables :

1° le public présent dans les différents compartiments ne peut pas être mélangé, avant, pendant et après l'activité ;

2° des entrées et des sorties séparées et une infrastructure sanitaire séparée sont prévues pour chaque compartiment ;

3° la capacité d'un compartiment ne dépasse pas le nombre maximal de personnes visé à l'alinéa 1er si l'activité se déroule à l'intérieur, ou le nombre maximal de personnes visé à l'alinéa 2 si l'activité se déroule à l'extérieur ;

4° la capacité de tous les compartiments réunis ne dépasse pas un tiers de la capacité totale de l'infrastructure.

Ce paragraphe n'est pas d'application si l'accès doit obligatoirement être organisé conformément à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, sur la base d'un arrêté de police local ou d'une ordonnance de police locale, d'un décret ou d'une ordonnance.

§ 3. Des événements de masse et des expériences et projets pilotes peuvent être organisés en intérieur pour un public de minimum 500 personnes, et de maximum 75.000 personnes par jour, les collaborateurs et les organisateurs non compris, sous réserve de l'autorisation préalable de l'autorité locale compétente et du respect des modalités de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.

Des événements de masse et des expériences et projets pilotes peuvent être organisés en extérieur pour un public de minimum 750 personnes, et de maximum 75.000 personnes par jour, les collaborateurs et les organisateurs non compris, sous réserve de l'autorisation préalable de l'autorité locale compétente et du respect des modalités de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.

Dans chaque espace clos de l'infrastructure où l'événement de masse a lieu, l'utilisation d'un appareil de mesure de la qualité de l'air (CO2) est obligatoire. Celui-ci doit être installé à un endroit bien visible pour le visiteur, sauf si un système d'affichage alternatif accessible au public et en temps réel est prévu. En matière de qualité de l'air, la norme cible est de 900 ppm CO2. Lorsque la valeur de 900 ppm est dépassée, l'exploitant doit disposer d'un plan d'action basé sur une analyse de risque pour garantir des mesures compensatoires de ventilation et/ou désinfection et/ou filtration de l'air, telles que visées à l'arrêté ministériel du 12 mai 2021 déterminant provisoirement les conditions de la mise sur le marché des produits de purification de l'air dans le cadre de la lutte contre le SARS-CoV-2 en dehors des usages médicaux qui garantissent une qualité de l'air équivalente à la norme cible en matière de qualité de l'air de 900ppm. Lorsque la valeur de 1200 ppm est dépassée, l'exploitant doit en outre prévoir un système reconnu pour cette désinfection et/ou filtration de l'air qui garantit une qualité de l'air équivalente à la norme cible en matière de qualité de l'air de 900ppm.

La zone d'accueil de l'événement de masse est organisée de manière à ce que les règles de distanciation sociale puissent être respectées.

Les nombres minimaux visés aux alinéas 1er et 2 peuvent être modifiés conformément à l'accord de coopération du 14 juillet 2021.

§ 4. Les foires commerciales sont autorisées dans le respect des modalités prévues par l'article 5 et par le protocole applicable.

Ce paragraphe n'est pas d'application si l'accès, sur la base d'un décret ou d'une ordonnance, est organisé sur la base de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.¹

(1)<AM 2021-09-27/01, art. 5, 024; En vigueur : 01-10-2021>

Art. 15bis.

<Abrogé par AM 2021-08-25/01, art. 11, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 16.¹ Les autorités locales compétentes utilisent le CERM et, quand celui-ci est d'application, le CIRM, lorsqu'elles prennent une décision d'autorisation concernant l'organisation des activités visées à l'article 15, § 2, à l'exception :

1° des activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 1er, avec un public de moins de 500 personnes ;

2° des activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 2, avec un public de moins de moins de 750 personnes.

Les activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 1er, peuvent uniquement être autorisées pour un public de maximum 100% de la capacité CIRM, sans dépasser les 3.000 personnes, sans préjudice de la possibilité de compartimentage du public.

Cet article n'est pas d'application si l'accès doit obligatoirement être organisé conformément à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, sur la base d'un arrêté de police local ou d'une ordonnance de police locale, d'un décret ou d'une ordonnance.¹

(1)<AM 2021-09-27/01, art. 6, 024; En vigueur : 01-10-2021>

Art. 17.

<Abrogé par AM 2020-12-11/04, art. 3, 004; En vigueur : 12-12-2020>

Art. 18.

<Abrogé par AM 2021-06-04/01, art. 17, 020; En vigueur : 09-06-2021>

Art. 18bis. [¹ L'autorité locale compétente peut donner son autorisation pour laisser se dérouler le processus électoral qu'une Nation étrangère veut organiser pour ses électeurs en Belgique dans certains établissements.]¹

(1)<Inséré par AM 2020-11-28/01, art. 10, 003; En vigueur : 01-12-2020>

CHAPITRE 6. - Transports publics

Art. 19. Les transports publics sont maintenus.

Toute personne, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dès l'entrée dans l'aéroport, la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, le train ou tout autre moyen de transport organisé par une autorité publique [¹, conformément à l'article 25.]¹

Par dérogation à l'alinéa 2, le personnel roulant des sociétés de transport en commun n'est pas obligé de se couvrir la bouche et le nez, pour autant d'une part que le conducteur soit bien isolé dans une cabine et d'autre part qu'une affiche et/ou un autocollant indique aux usagers la raison pour laquelle le conducteur ne porte pas de masque.

(1)<AM 2021-09-27/01, art. 7, 024; En vigueur : 01-10-2021>

Art. 19bis. [¹ La Société Nationale des Chemins de fer belges prend les mesures nécessaires [³ ...]³ pour garantir le respect maximal des mesures de prévention dans la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, le train ou chaque autre moyen de transport organisé par elle, en collaboration avec l'autorité locale concernée et la police. [² ...]²]¹

(1)<Inséré par AM 2021-03-26/01, art. 6, 016; En vigueur : 27-03-2021>

(2)<AM 2021-04-24/01, art. 7, 017; En vigueur : 26-04-2021>

(3)<AM 2021-06-23/01, art. 15, 021; En vigueur : 27-06-2021>

CHAPITRE 7. - Enseignement

Art. 20. Les établissements de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale peuvent poursuivre leurs leçons et activités conformément aux directives des Communautés et aux mesures supplémentaires prévues par le gouvernement fédéral. Uniquement si la configuration des infrastructures le permet, les Communautés peuvent décider que l'enseignement artistique à horaire réduit, le cas échéant avec des limitations dans le cadre de la sécurité, peut avoir lieu.

Dans le cadre de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement artistique à horaire réduit, les conditions spécifiques d'organisation des leçons et des écoles sont fixées par les Ministres de l'Education, sur base de l'avis des experts, en tenant compte du contexte sanitaire et ses évolutions possibles. Ces conditions portent notamment sur le nombre de jour de présence à l'école, les normes à respecter en termes de port du masque ou d'autres équipement de sécurité au sein des établissements, l'utilisation des infrastructures, la présence de tiers et les activités extra-muros. Si des mesures particulières sont prises au plan local, une procédure impliquant l'avis des experts ainsi que des autorités communales compétentes et les acteurs concernés est fixée par les Ministres de l'Education.

[¹ Les écoles ou des tiers peuvent également prendre des initiatives en dehors des heures de cours pour lutter contre les difficultés d'apprentissage ou l'abandon scolaire selon les protocoles établis par les ministres compétents des Communautés.]¹

(1)<AM 2021-01-26/01, art. 6, 011; En vigueur : 27-01-2021>

CHAPITRE 8. - Frontières

Art. 21. § 1er. [¹³ Les voyages non-essentiels vers la Belgique sont interdits aux personnes qui n'ont pas la nationalité d'un pays de l'Union européenne ou de la zone Schengen, et qui ont leur résidence principale dans un pays tiers qui n'est pas repris à l'annexe I de la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction.

Sont considérés comme essentiels et donc autorisés les voyages déterminés à l'annexe 3 au présent arrêté.

Pour les voyages qui sont autorisés conformément à l'alinéa 2, le voyageur doit être en possession d'une attestation de voyage essentiel. Cette attestation est délivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire

belge s'il est démontré que le voyage est essentiel.

Si un transporteur est utilisé, il est tenu de contrôler que les voyageurs visés à l'alinéa 3, préalablement à l'embarquement, sont en possession de cette attestation. En l'absence de cette attestation, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement. Le transporteur contrôle à nouveau que le voyageur est en possession de cette attestation à l'arrivée sur le territoire belge.

Par dérogation à l'alinéa 3, une attestation n'est pas exigée si le caractère essentiel du voyage ressort des documents officiels en possession du voyageur.

A défaut d'une telle attestation de voyage essentiel ou en cas d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes dans cette attestation, et si le caractère essentiel du voyage ne ressort pas non plus des documents officiels en possession du voyageur, l'entrée peut le cas échéant être refusée conformément à l'article 14 du code frontières Schengen ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Pour l'application du présent arrêté, Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Vatican sont considérés comme des pays de l'Union européenne.¹³

[17] § 1bis. [21] Les mesures visées au § 1er ne s'appliquent pas aux voyageurs qui sont en possession d'un certificat de vaccination, ni aux personnes jusqu'à l'âge de 17 ans accomplis qui voyagent avec un accompagnateur qui est en possession d'un certificat de vaccination.

Si un transporteur est utilisé, il est tenu de contrôler que les voyageurs et les accompagnateurs visés à l'alinéa 1er, préalablement à l'embarquement, sont en possession d'un certificat de vaccination. En l'absence de ce certificat de vaccination, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement.²¹

A défaut d'un tel certificat de vaccination ou en cas d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes dans ce certificat de vaccination, l'entrée peut le cas échéant être refusée conformément à l'article 14 du code frontières Schengen ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.¹⁷

§ 2. [15] [17] Sans préjudice des paragraphes 1er et 1bis¹⁷, il est interdit aux personnes qui se sont trouvées sur [18] le territoire d'un pays [19] tiers¹⁹ classé comme zone à très haut risque sur le site internet " info-coronavirus.be " du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement¹⁸ à un moment au cours des 14 derniers jours de se rendre directement ou indirectement sur le territoire belge, pour autant qu'elles ne possèdent pas la nationalité belge ou n'aient pas leur résidence principale en Belgique, à l'exception des voyages essentiels autorisés suivants :

1° [16] les déplacements professionnels des travailleurs du transport, du fret, des marins, de l'équipage des bateaux, des remorqueurs et des bateaux-pilotes, et le personnel industriel employé dans les parcs éoliens offshore, à condition qu'ils disposent d'une attestation de leur employeur¹⁶ ;

2° les déplacements des diplomates, du personnel des organisations internationales et des personnes qui sont invitées par des organisations internationales et dont la présence physique est indispensable pour le bon fonctionnement de ces organisations, dans l'exercice de leur fonction, pour autant qu'ils disposent d'une attestation de voyage essentiel délivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire belge;

[18] 3° les voyages du conjoint ou du partenaire d'une personne ayant la nationalité belge ou sa résidence principale en Belgique [19] ...¹⁹, pour autant qu'ils vivent sous le même toit ainsi que les voyages de leurs enfants vivant sous le même toit, pour autant qu'ils soient en possession d'une attestation de voyage essentiel délivrée par la mission diplomatique ou consulaire belge. Les partenaires de fait doivent également apporter la preuve crédible d'une relation stable et durable;

4° les voyages de transit en dehors de la zone Schengen et de l'Union européenne;

5° les voyages de transit en Belgique au départ des pays visés à l'alinéa 1er vers le pays de nationalité ou de résidence principale, pour autant que ce pays se trouve dans l'Union européenne ou la zone Schengen;

6° les voyages pour des motifs humanitaires impératifs, pour autant qu'ils disposent d'une attestation de motifs humanitaires impératifs, délivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire Belge, approuvée par l'Office des étrangers;¹⁸

[19] 7° les voyages des personnes dont la présence physique est indispensable à la sécurité nationale, pour autant qu'elles soient en possession d'une attestation de voyage essentiel délivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire belge et approuvée par l'Office des étrangers.¹⁹

[19] Si un transporteur est utilisé, il est tenu de contrôler que les personnes visées à l'alinéa 1er, préalablement à l'embarquement, sont en possession de cette attestation ou d'une preuve de transit autorisé. En l'absence de cette attestation ou d'une preuve de transit autorisé, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement.¹⁹

A défaut d'une telle attestation ou en cas d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes dans cette attestation, l'entrée peut le cas échéant être refusée conformément à l'article 14 du code frontières Schengen ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.¹⁵

[18] Lorsqu'un pays [19] tiers¹⁹ est classé comme zone à très haut risque conformément à l'alinéa 1er, l'interdiction d'accès au territoire belge entre en vigueur au moment indiqué sur le site internet " info-coronavirus.be " et au plus tôt 24 heures après la publication sur ce site internet.¹⁸

§ 2bis. [7] ...⁷

§ 3. Pour les voyages [13] ...¹³ vers la Belgique depuis un pays [13] qui n'appartient pas à la zone Schengen, le voyageur est tenu, préalablement au voyage, de remplir et de présenter au transporteur, avant l'embarquement, la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, publiée [22] sur le site web du Service public

fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement]²².

[²² ...]²²

Le transporteur est tenu de contrôler que tous les passagers, préalablement à l'embarquement, ont complété un Formulaire de Localisation du Passager. En l'absence de ce formulaire, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement. [³ Le transporteur contrôle à nouveau que le Formulaire de Localisation du Passager est rempli à l'arrivée sur le territoire belge.]³

A défaut d'une telle déclaration ou en cas d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes dans cette déclaration, l'entrée peut être refusée conformément à l'article 14 du code frontières Schengen ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

§ 4. Dans le cas d'un voyage vers la Belgique depuis un territoire situé dans la Zone Schengen, le voyageur est tenu, préalablement au voyage, de remplir et de présenter au transporteur avant l'embarquement la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, publiée [²² sur le site web du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement]²².

[²² ...]²²

Le transporteur est tenu de contrôler que tous les passagers, préalablement à l'embarquement, ont complété un Formulaire de Localisation du Passager. En l'absence de ce formulaire, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement. [³ Le transporteur contrôle à nouveau que le Formulaire de Localisation du Passager est rempli à l'arrivée sur le territoire belge.]³

§ 5. Dans le cas d'un voyage visé aux paragraphes 3 et 4 qui n'implique pas l'utilisation d'un transporteur, le voyageur, dont le séjour en Belgique excède 48 heures, et dont le séjour préalable en dehors de la Belgique a duré plus de 48 heures, est personnellement tenu, préalablement au voyage, de remplir et de signer la version électronique du Formulaire de Localisation du Passager, publiée [²² sur le site web du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement]²².

[²² ...]²²

[¹⁶ L'exception à l'obligation de disposer d'un résultat de test négatif prévue à l'alinéa 1er pour les voyageurs dont le voyage n'implique pas l'utilisation d'un transporteur et dont le séjour en Belgique n'excède pas 48 heures ou dont le séjour préalable en dehors de la Belgique n'a pas duré plus de 48 heures, n'est pas applicable aux personnes qui se sont trouvées, à un moment au cours des 14 jours avant leur arrivée en Belgique, sur le territoire d'un [¹⁹ pays tiers classé comme zone à très haut risque conformément]¹⁹ au paragraphe 2, alinéa 1er.]¹⁶

[³ § 5bis. En complément des paragraphes 3, 4 et 5, le voyageur est tenu de garder sur lui la preuve d'introduction du Formulaire de Localisation du Passager rempli conformément aux paragraphes 3, 4 et 5, et ce pendant tout le voyage jusqu'à la destination finale en Belgique et pendant les 48 heures qui suivent. [²² ...]²²]³

§ 6. Les données à caractère personnel recueillies au moyen du Formulaire de Localisation du Passager, en exécution des paragraphes 3, 4 et 5, peuvent être enregistrées dans la base de données I visée à l'article 1er, § 1er, 6° de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano, et être traitées et échangées pour les finalités de traitement fixées à l'article 3 dudit accord de coopération.

§ 7. [¹⁷ [²⁰ Dans le cas d'un voyage visé aux paragraphes 3, 4 et 5, toute personne, à partir de l'âge de 12 ans, arrivant sur le territoire belge en provenance d'un territoire classé zone rouge ou zone à très haut risque sur le site internet " info-coronavirus.be " du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et n'ayant pas sa résidence principale en Belgique est tenue de disposer d'un certificat de vaccination, de test ou de rétablissement. Le cas échéant, le transporteur est tenu de vérifier que ces personnes présentent, préalablement à leur embarquement, un certificat de vaccination, de test ou de rétablissement. En l'absence d'un certificat de vaccination, de test ou de rétablissement, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement]²⁰.

A défaut [²⁰ ...]²⁰ d'un certificat de vaccination, de test ou de rétablissement ou en cas d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes, l'entrée peut être refusée conformément à l'article 14 du code frontières Schengen ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

L'exception à l'obligation de disposer [²⁰ ...]²⁰ d'un certificat de vaccination, de test ou de rétablissement prévue à l'alinéa 1er pour les voyageurs dont le voyage n'implique pas l'utilisation d'un transporteur et dont le séjour en Belgique n'excède pas 48 heures ou dont le séjour préalable en dehors de la Belgique n'a pas duré plus de 48 heures, n'est pas applicable aux personnes qui se sont trouvées, à un moment au cours des 14 jours avant leur arrivée en Belgique, sur le territoire d'un pays [¹⁹ tiers]¹⁹ classé comme zone à très haut risque conformément au paragraphe 2, alinéa 1er.]¹⁷

[¹² § 8. Les obligations prévues aux paragraphes 5 et 7 ne sont pas d'application aux voyages effectués par les catégories de personnes suivantes :

1° pour autant qu'ils voyagent vers la Belgique dans le cadre de leur fonction :

- les travailleurs du secteur des transports ou prestataires de services de transport, y compris les conducteurs de véhicules de transport de marchandises destinées à être utilisées sur le territoire ainsi que de

ceux qui ne font que transiter ;

- [¹⁴ les marins, l'équipage des bateaux remorqueurs et des bateaux-pilotes, et le personnel industriel employé dans les parcs éoliens offshore ;]¹⁴

- les " Border Force Officers " du Royaume-Uni ;

- les travailleurs frontaliers ;

2° [¹⁶ les élèves, étudiants et stagiaires qui voyagent vers la Belgique au moins une fois par semaine dans le cadre de leurs études ou d'un stage transfrontalier]¹⁶;

3° les personnes qui voyagent vers la Belgique dans le cadre de la coparentalité transfrontalière.]¹²

[¹⁶ Les exceptions prévues à l'alinéa 1er, 1°, quatrième tiret, 2° et 3° ne s'appliquent pas aux personnes qui se sont trouvées, à un moment au cours des 14 jours avant leur arrivée en Belgique, sur le territoire d'un [¹⁹ pays tiers classé comme zone à très haut risque conformément]¹⁹ au paragraphe 2, alinéa 1er.]¹⁶

-
- (1)<AM 2020-12-20/01, art. 1, 005; En vigueur : 20-12-2020>
 - (2)<AM 2020-12-19/01, art. 3,5°, 006; En vigueur : 25-12-2020>
 - (3)<AM 2020-12-19/01, art. 3,2°,3°,4°, 006; En vigueur : 21-12-2020>
 - (4)<AM 2020-12-19/01, art. 3,1°, 006; En vigueur : 01-01-2021>
 - (5)<AM 2020-12-21/01, art. 1, 007; En vigueur : 21-12-2020>
 - (6)<AM 2020-12-24/02, art. 2, 008; En vigueur : 25-12-2020>
 - (7)<AM 2021-01-12/01, art. 7, 009; En vigueur : 12-01-2021>
 - (8)<AM 2021-01-26/01, art. 7,1°,2°, 011; En vigueur : 27-01-2021>
 - (9)<AM 2021-01-26/01, art. 7,3°, 011; En vigueur : 01-02-2021>
 - (10)<AM 2021-01-29/03, art. 4, 012; En vigueur : 29-01-2021>
 - (11)<AM 2021-02-06/01, art. 5, 013; En vigueur : 13-02-2021>
 - (12)<AM 2021-03-06/01, art. 7, 014; En vigueur : 08-03-2021>
 - (13)<AM 2021-03-20/01, art. 3, 015; En vigueur : 19-04-2021>
 - (14)<AM 2021-03-26/01, art. 7, 016; En vigueur : 27-03-2021>
 - (15)<AM 2021-04-27/01, art. 1, 018; En vigueur : 28-04-2021>
 - (16)<AM 2021-06-04/01, art. 18, 020; En vigueur : 09-06-2021>
 - (17)<AM 2021-06-23/01, art. 16, 021; En vigueur : 01-07-2021>
 - (18)<AM 2021-06-23/01, art. 16,3°-5°, 021; En vigueur : 24-06-2021>
 - (19)<AM 2021-07-27/01, art. 10, 022; En vigueur : 28-07-2021>
 - (20)<AM 2021-08-25/01, art. 13, 023; En vigueur : 01-09-2021>
 - (21)<AM 2021-09-27/01, art. 8,1°, 024; En vigueur : 28-09-2021>
 - (22)<AM 2021-09-27/01, art. 8, 024; En vigueur : 01-10-2021>

Art. 22.

<Abrogé par AM 2021-07-27/01, art. 11, 022; En vigueur : 28-07-2021>

CHAPITRE 9. - Responsabilités individuelles

Art. 23.^[1] Sauf disposition contraire prévue par un protocole ou par le présent arrêté, toute personne prend les mesures nécessaires pour garantir le respect des règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 mètre entre chaque personne.

L'alinéa 1er n'est pas d'application :

- 1° aux personnes vivant sous le même toit entre elles;
- 2° aux enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis entre eux;
- 3° aux personnes qui appartiennent à un même groupe, entre elles;
- 4° aux personnes qui se rencontrent entre elles à domicile;
- 5° entre les accompagnateurs d'une part et les personnes ayant besoin d'une assistance d'autre part;
- 6° lors des événements de masse;
- 7° lors des activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 1er, avec un public [² ...]² de moins de 500 personnes [² ...]²;
- 8° lors des activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 2, avec un public [² ...]² de moins de 750 personnes [² ...]²;
- 9° lors des réunions privées;
- 10° lors des mariages civils;
- 11° lors des funérailles;
- 12° lors de l'exercice collectif du culte et l'exercice collectif de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnelle;
- 13° lors de l'exercice individuel du culte et l'exercice individuel de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnelle;
- 14° lors de la visite individuelle ou collective d'un bâtiment de culte ou un bâtiment destiné à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle
- 15° si cela est impossible en raison de la nature de l'activité;

[² 16° dans les cas où l'accès est organisé sur la base de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.]²

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, les usagers des transports publics [² et des transports collectifs organisés]² respectent les règles de distanciation sociale dans la mesure du possible]¹.

- (1)<AM 2021-08-25/01, art. 14, 023; En vigueur : 01-09-2021>
(2)<AM 2021-09-27/01, art. 9, 024; En vigueur : 01-10-2021>

Art. 24. Le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissus permettant de se couvrir la bouche et le nez est autorisé à des fins sanitaires dans les lieux accessibles au public.

Art. 25.^[1] § 1er. ^[2] Il est hautement recommandé à toute personne, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu lorsqu'il est impossible de respecter les règles de distanciation sociale, à l'exception des cas visés à l'article 23, § 1er, alinéa 2, et sans préjudice de l'application des paragraphes 2 et 3.

Toute personne, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est dans tous les cas obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans les lieux suivants :

- 1° les espaces clos des lieux visés à l'article 19 ;
- 2° les espaces clos des transports collectifs organisés ;
- 3° les établissements et les lieux où sont exercés des métiers de contact, en ce qui concerne les prestataires de service et les clients, au cours desquels le prestataire de service et le client sont en contact physique direct ou au cours desquels la distance de 1,5 mètre ne peut pas être garantie entre le prestataire de service et le client, pour une durée d'au moins 15 minutes ;
- 4° lors des activités visées à l'article 15, § 2, alinéa 1er, avec un public de 500 personnes ou plus, tant en ce qui concerne les collaborateurs et organisateurs que le public.^[2]

§ 2. Le masque ou toute autre alternative en tissu peut être enlevé occasionnellement pour manger et boire, et lorsque le port de celui-ci est impossible en raison de la nature de l'activité.

§ 3. Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions du présent arrêté prévoyant cette obligation ^[1].

- (1)<AM 2021-08-25/01, art. 15, 023; En vigueur : 01-09-2021>
(2)<AM 2021-09-27/01, art. 10, 024; En vigueur : 01-10-2021>

CHAPITRE 10. - Sanctions

Art. 26.^[1] Sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les infractions aux dispositions des articles suivants :

- les ^[2] ^[3] articles 5 à 9 inclus^{]2} inclus à l'exception des dispositions concernant la relation entre l'employeur et le travailleur ;
- l'article 13 à l'exception des dispositions concernant la relation entre l'employeur et le travailleur et concernant les obligations des autorités communales compétentes ;
- les articles ^[2] ...^{]2} 15, ^[3] ...^{]3} 19, 21 ^[3] ^[4] et 25, § 1er, alinéa 2^{]4} et §§ 2 et 3^{]3}.^[1]

- (1)<AM 2020-11-28/01, art. 11, 003; En vigueur : 01-12-2020>
(2)<AM 2021-07-27/01, art. 12, 022; En vigueur : 28-07-2021>
(3)<AM 2021-08-25/01, art. 16, 023; En vigueur : 01-09-2021>
(4)<AM 2021-09-27/01, art. 11, 024; En vigueur : 01-10-2021>

CHAPITRE 11. - Dispositions finales et abrogatoires

Art. 27. § 1er. Les autorités locales et les autorités de police administrative sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Les autorités locales compétentes peuvent prendre des mesures préventives complémentaires à celles prévues par le présent arrêté, en concertation avec les autorités compétentes des entités fédérées. Le bourgmestre se concerta avec le gouverneur en la matière.

Lorsque le bourgmestre ou le gouverneur est informé par l'organisme de santé de l'entité fédérée concernée d'une augmentation locale de l'épidémie sur son territoire, ou lorsqu'il la constate, le bourgmestre ou le gouverneur doit prendre les mesures complémentaires requises par la situation. Le bourgmestre informe immédiatement le gouverneur et les autorités compétentes des entités fédérées des mesures complémentaires adoptées au niveau communal. Toutefois, si les mesures envisagées ont un impact sur les moyens fédéraux ou ont un impact sur les communes limitrophes ou au niveau national, une concertation est requise conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national.

Le bourgmestre assume l'organisation de la communication verbale et visuelle des mesures spécifiques prises sur le territoire de sa commune.

Le ministre de l'Intérieur donne les instructions relatives à la coordination.

§ 2. Les services de police sont chargés de veiller au respect du présent arrêté, au besoin par la contrainte et la

force, conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi sur la fonction de police.

§ 3. Outre les services de police mentionnés au paragraphe 2, les inspecteurs et contrôleurs statutaires et contractuels du service d'inspection de la direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et l'Environnement ont pour mission de veiller au respect des obligations mentionnées [3 aux [4 articles 5 à 9 inclus]4]3 inclus du présent arrêté et ce, conformément aux articles 11, 11bis, 16 et 19 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

[1] § 4. Outre les services de police visés au paragraphe 2, les agents de la Direction générale Inspection économique du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie ont pour mission de veiller au respect des obligations mentionnées dans les [3 articles 5 et 8]3.

Cette surveillance, y compris la recherche et la constatation des infractions aux [3 articles 5 et 8]3 visées à l'article 26, se fait conformément aux dispositions du livre XV, titre 1er, chapitre 1er du Code de droit économique, avec la possibilité de faire application des procédures visées aux articles XV.31 et XV.61 du même Code.

Lorsqu'il est fait application de la procédure visée à l'article XV.61 du même Code, l'arrêté royal du 10 avril 2014 relatif au règlement transactionnel des infractions aux dispositions du Code de droit économique et ses arrêtés d'exécution sont d'application.]1

-
- (1)<AM 2020-11-28/01, art. 12, 003; En vigueur : 01-12-2020>
 - (2)<AM 2021-04-24/01, art. 8, 017; En vigueur : 26-04-2021>
 - (3)<AM 2021-07-27/01, art. 13, 022; En vigueur : 28-07-2021>
 - (4)<AM 2021-08-25/01, art. 17, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 28.[1 Les mesures prescrites par le présent arrêté sont d'application jusqu'au [2 31 octobre 2021]2 inclus, sauf disposition contraire.]1

-
- (1)<AM 2021-06-23/01, art. 19, 021; En vigueur : 27-06-2021>
 - (2)<AM 2021-08-25/01, art. 18, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 29. Les dispositions d'un protocole ou d'un guide qui sont moins strictes que les règles du présent arrêté ne sont pas d'application, sans préjudice de l'application de l'article 23, § 1.

Art. 29bis.[1 Le ministre de l'Intérieur peut, après avis motivé des ministres compétents, des autorités locales concernées et du ministre fédéral de la Santé publique, donner une autorisation pour déroger aux règles du présent arrêté lors des expériences et projets pilotes [2 , à l'exception du nombre maximal de personnes visé à l'[3 article 15, § 3]3.]2.

L'organisation des expériences et projets pilotes s'effectue conformément au protocole qui sera défini par les ministres compétents et le ministre fédéral de la Santé publique portant un cadre, un calendrier et un plan par étapes pour l'organisation des expériences et projets pilotes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, conformément aux accords conclus au sein du Comité de concertation à cet égard.]1

-
- (1)<Inséré par AM 2021-04-24/01, art. 10, 017; En vigueur : 26-04-2021>
 - (2)<AM 2021-06-23/01, art. 20, 021; En vigueur : 27-06-2021>
 - (3)<AM 2021-08-25/01, art. 19, 023; En vigueur : 01-09-2021>

Art. 30.[1 L'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est abrogé, à l'exception de l'article 32.

Jusqu'à leur modification éventuelle, les références faites à l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, s'entendent comme faites au présent arrêté.]1

-
- (1)<AM 2020-11-01/01, art. 13, 002; En vigueur : 02-11-2020>

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 octobre 2020.

ANNEXES.

Art. N1.

<Abrogé par AM 2021-06-23/01, art. 21, 021; En vigueur : 27-06-2021>

Art. N2.

<abrogé par AM 2021-03-20/01, art. 5, 015; En vigueur : 19-04-2021>

Art. N3.[1 Annexe 3. Liste des voyages essentiels au départ des pays tiers vers la Belgique pour les voyageurs n'ayant pas la nationalité d'un pays de l'Union européenne ou de la zone Schengen, et ayant leur résidence principale dans un pays tiers qui n'est pas repris à l'annexe I de la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du

30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction

[³ Pour l'application de l'article 21, § 1er, du présent arrêté, les voyages suivants sont considérés comme essentiels]³ :

1° les voyages professionnels des professionnels de la santé, des chercheurs dans le domaine de la santé et des professionnels de la prise en charge des personnes âgées ;

2° les voyages professionnels des travailleurs frontaliers ;

3° les voyages professionnels des travailleurs saisonniers du secteur agricole et de l'horticulture ;

4° les voyages professionnels du personnel de transport ;

5° les voyages des diplomates, du personnel des organisations et institutions internationales et des personnes qui sont invitées par des organisations et institutions internationales et dont la présence physique est nécessaire pour le bon fonctionnement de ces organisations et institutions, les voyages professionnels du personnel militaire, des forces de l'ordre, des douanes, des services de renseignement, des magistrats, des travailleurs humanitaires et du personnel de la protection civile, dans l'exercice de leur fonction ;

6° les voyages de transit en dehors de la zone Schengen et de l'Union européenne ;

7° les voyages pour des raisons familiales impérieuses, c'est-à-dire :

- les voyages justifiés par le regroupement familial au sens de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

- les visites à un conjoint ou partenaire, qui ne vit pas sous le même toit, dans la mesure où une preuve crédible d'une relation stable et durable peut être fournie ;

- les voyages dans le cadre de la coparentalité (en ce compris un projet de procréation médicalement assistée)

;

- les voyages dans le cadre des enterrements ou des crémations de parents au premier et au deuxième degré

;

- les voyages dans le cadre de mariages civils ou religieux de parents au premier et au deuxième degré ;

8° les voyages professionnels des gens de mer ;

9° les voyages pour des motifs humanitaires (y compris les voyages pour des raisons médicales impérieuses ou la poursuite d'un traitement médical urgent ainsi que pour fournir une assistance à une personne âgée, mineure, vulnérable ou en situation de handicap) ;

10° les voyages qui sont liés aux études, y compris les voyages des élèves, étudiants et stagiaires qui suivent une formation dans le cadre de leurs études et des chercheurs ayant une convention d'accueil ;

11° les voyages de personnes qualifiées, lorsque leur travail est nécessaire d'un point de vue économique et ne peut être reporté ; y compris les voyages des athlètes professionnels sous statut SHN (sportif de haut niveau) et les professionnels du secteur culturel lorsqu'ils disposent d'un permis-unique, ainsi que les journalistes, dans l'exercice de leur activité professionnelle;

[² 12° les voyages du conjoint ou du partenaire d'une personne ayant la nationalité d'un pays de l'Union européenne ou de la zone Schengen, dans la mesure où ils vivent sous le même toit, ainsi que les voyages de leurs enfants qui vivent sous le même toit. Les partenaires de fait doivent également fournir la preuve crédible d'une relation stable et durable.]²

Les voyages des personnes qui viennent exercer une activité salariée en Belgique, en ce compris les jeunes au pair, quelle que soit la durée de cette activité, à condition qu'elles y soient autorisées par la Région compétente (autorisation de travail ou preuve que les conditions d'une dispense sont remplies).

Les voyages des personnes qui viennent exercer une activité indépendante en Belgique, quelle que soit la durée de cette activité, à condition qu'elles y soient autorisées par la Région compétente (carte professionnelle valable ou preuve que les conditions d'une dispense sont remplies).]¹

(1)<Inséré par AM 2021-01-26/01, art. 10, 011; En vigueur : 27-01-2021>

(2)<AM 2021-06-23/01, art. 22, 021; En vigueur : 24-06-2021>

(3)<AM 2021-07-27/01, art. 14, 022; En vigueur : 28-07-2021>